



Assemblée générale

Distr. générale
15 avril 2019
Français
Original : anglais

Soixante-quatorzième session

Points 137 et 138 de la liste préliminaire*

Projet de budget-programme pour 2020

Planification des programmes

Projet de budget-programme pour 2020

Titre VIII

Services communs d'appui

Chapitre 29

Services de gestions et d'appui

Sous-chapitre 29G

Administration (Nairobi)

Programme 25

Services de gestion et d'appui

Table des matières

	<i>Page</i>
Orientations générales	2
A. Projet de plan-programme pour 2020 et exécution du programme en 2018**	6
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2020***	20
Annexes	
I. Organigramme et répartition des postes pour 2020	35
II. Récapitulatif, par composante et sous-programme, des changements qu'il est proposé d'apporter aux postes permanents et aux postes temporaires	36

* A/74/50.

** Comme demandé au paragraphe 11 de la résolution 72/266 A, la partie consacrée au plan-programme et à l'exécution des programmes est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination.

*** Comme demandé au paragraphe 11 de la résolution 72/266 A, la partie consacrée aux postes et aux objets de dépense autres que les postes est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.



Orientations générales

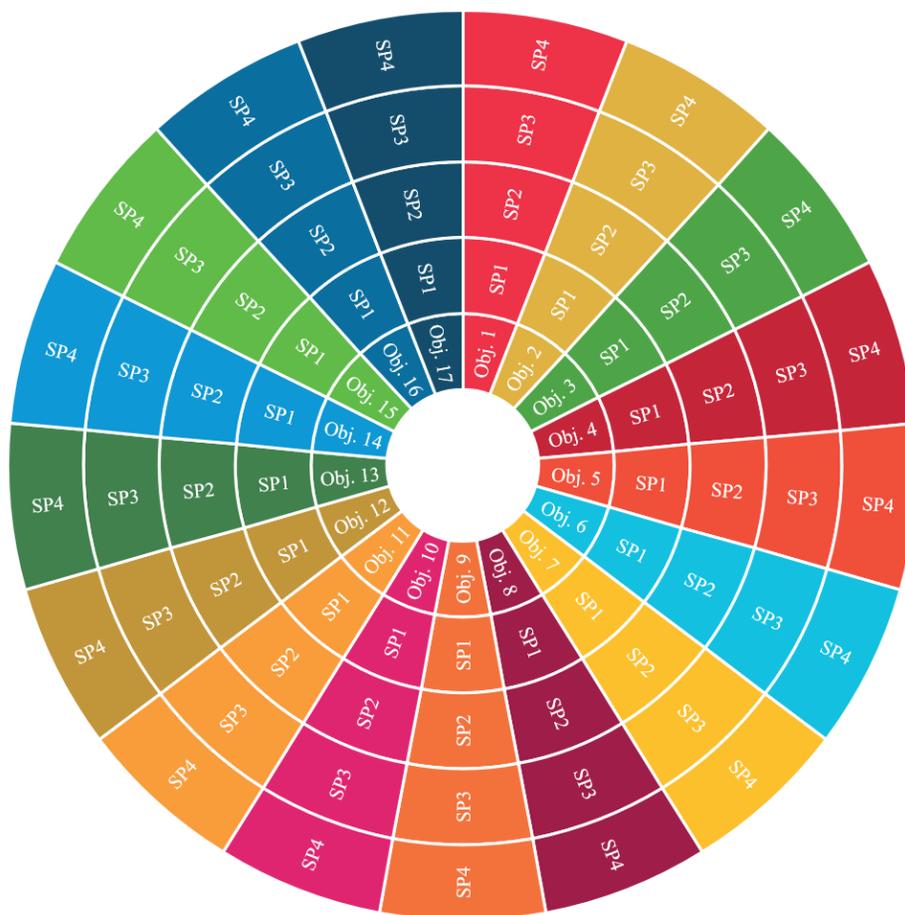
Mandat et considérations générales

- 29G.1 L'Office des Nations Unies à Nairobi a été créé le 1^{er} janvier 1996 pour assurer les fonctions dont s'acquittaient auparavant le groupe chargé des services communs des Nations Unies à Nairobi et les divisions administratives respectives du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat). L'objectif était de renforcer la présence des Nations Unies à Nairobi et de réaliser des économies d'échelle. L'Office fournit au PNUE et à ONU-Habitat une gamme complète de services d'appui administratifs et autres en vertu d'un mémorandum d'accord et d'autres accords de services. Il fournit également des services communs d'appui aux bureaux d'autres organismes des Nations Unies établis à Nairobi, conformément à divers accords conclus avec ces derniers, et gère les installations des Nations Unies situées dans cette ville. Le PNUE, ONU-Habitat et les autres organismes des Nations Unies à Nairobi bénéficient des services suivants : a) services financiers, comptables et budgétaires, traitement des transactions, gestion des subventions et établissement de rapports ; b) services de gestion des ressources humaines, notamment l'administration du personnel, le recrutement, la formation et les services médicaux ; c) services relatifs aux achats, à la gestion des contrats, aux transports, aux voyages, aux relations avec le pays hôte et autres, y compris les services de restauration, d'enregistrement et de valise diplomatique ; d) services de gestion des bâtiments, d'ingénierie et de gestion et d'entretien des terrains, y compris l'aménagement et l'affectation des locaux en consultation avec les clients directement concernés, la tenue du registre des immobilisations corporelles de l'ONU à Nairobi et les services destinés au Comité de contrôle du matériel de l'Office ; e) services d'infrastructure et d'appui dans le domaine de l'informatique et des communications, services liés au Centre technologique régional et aide aux utilisateurs des applications internes de l'ONU.

Lien avec la Charte des Nations Unies et les objectifs de développement durable

- 29G.2 L'Office se réfère à son mandat pour définir les produits devant lui permettre d'atteindre l'objectif de chaque sous-programme. Ces objectifs vont dans le sens du but poursuivi par l'Organisation, à savoir, comme il est dit à l'Article 1 de la Charte des Nations Unies, être un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers les fins communes définies dans ledit Article. Les buts fixés à l'Article 1 se retrouvent dans les objectifs énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. La figure 29G.I illustre la façon dont les objectifs et, partant, les produits prévus s'articulent avec les objectifs de développement durable.

Figure 29G.I
Administration (Nairobi) : lien entre les sous-programmes et les objectifs de développement durable



Contexte actuel

29G.3 Certains organismes, fonds et programmes des Nations Unies manifestent un intérêt marqué concernant l'implantation de bureaux ou l'agrandissement de leurs espaces de travail existants à Nairobi en général, et dans les installations des Nations Unies en particulier. Dans ce contexte, l'Office a également connu une forte augmentation de la demande de services administratifs de la part des organismes des Nations Unies, notamment pour ce qui est des services liés aux relations avec le pays hôte, des voyages, du protocole, des carburants, du recrutement, de la formation et des finances, qui s'explique notamment par l'instauration de nouvelles mesures de résultats et par la mise en œuvre de la tarification transparente des services. Des discussions sont en cours avec les principaux clients de l'Office – le PNUE et ONU-Habitat – sur la possibilité d'élargir la gamme de prestations pour y intégrer notamment les services actuellement fournis à l'Office par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets. D'autres clients, dont le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Organisation internationale pour les migrations, ont choisi de faire appel aux services de l'Office relatifs aux relations avec le pays hôte ; l'Office a été également sollicité par le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, le Centre mondial d'agroforesterie, le Groupe d'experts sur la Somalie, la division d'Arusha du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux et le projet de partenariat triangulaire. En outre, l'Équipe de gestion des services communs a constitué des

groupes de travail chargés de renforcer les procédures communes d'achat et de recrutement effectuées au niveau local sous la direction de l'Office.

Stratégie pour 2020 et facteurs externes

- 29G.4 L'Office fonde sa stratégie sur l'innovation, l'efficacité, la collaboration entre entités et les services communs. Il collaborera avec ses clients à tous les niveaux pour les aider à appliquer les directives relatives aux programmes et contribuer à la bonne exécution des réformes menées par l'Organisation. Toutes les entités du Secrétariat et du système des Nations Unies qui choisissent de faire appel à ses services sont encouragées à signer un accord de prestation de services établissant les responsabilités de l'Office et les résultats escomptés au regard d'une liste détaillée de services dont le prix unitaire est spécifié. L'Office s'engage également à communiquer à ses clients des mises à jour trimestrielles sur le volume de services fournis et les coûts correspondants. Il prévoit de réviser les accords en 2020 afin d'améliorer les critères de mesure des résultats et de réduire le coût unitaire des services proposés. À cet égard, il collaborera avec ses clients et le Département de l'appui opérationnel en vue d'améliorer les processus métier, notamment dans les domaines du recrutement, des achats, des paiements, de la gestion des postes non soldés ainsi que de celle des fonds d'affectation spéciale et des subventions. Le degré de priorité associé à l'examen des différents domaines sera fonction du volume de services, du coût unitaire et des résultats correspondants.
- 29G.5 L'Office exploitera le dispositif de gouvernance des services communs régissant les activités de tous les organismes des Nations Unies opérant au Kenya ou à partir de ce pays, l'objectif étant d'encourager le partage des locaux et la mise en commun des opérations commerciales et des services d'appui à l'échelle de l'Organisation afin de mettre à profit les pratiques exemplaires, d'éliminer les doubles emplois et les chevauchements, d'accroître l'efficacité, de créer des effets de synergies et de renforcer la cohérence. Il entend appuyer les activités que mènent le système des coordonnateurs résidents et l'équipe de pays des Nations Unies aux fins de l'exécution du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Le dispositif de gouvernance des services communs, auquel l'Office soumet ses budgets relatifs aux services administratifs et aux services communs pour examen, évaluation et approbation, joue un rôle de prototype de centre de services partagés interorganismes. L'Office veillera à ce que les enseignements tirés de cette expérience soient portés à la connaissance du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et du Département de l'appui opérationnel.
- 29G.6 En 2019, le Bureau remplacera les bâtiments A à J. Ce projet se déroule en trois phases : réaffectation du bâtiment des services de publications, projet pilote d'aménagement modulable de l'espace de travail suivi de la mise en service de cet espace, et construction de nouveaux bâtiments. Les études techniques relatives à la réaffectation du bâtiment des services de publication et au projet pilote débiteront en 2019. Par ailleurs, l'Assemblée générale, dans sa résolution [73/270](#) a prié le Secrétaire général de réunir des informations détaillées sur la possibilité d'effectuer des travaux de rénovation destinés à remédier à la détérioration et aux capacités limitées des installations de conférence de l'Office, et de les lui présenter, dans le cadre du projet de budget-programme, pendant la partie principale de sa soixante-quatorzième session.
- 29G.7 En 2020, l'Office entend poursuivre la modernisation de ses installations, moyennant notamment le remplacement des bâtiments A à J, sur la base des informations demandées par l'Assemblée générale concernant l'éventuelle rénovation des installations de conférence, la mise en place d'un système de signalisation intelligente, le recours accru aux technologies de l'information, la conception d'une architecture paysagère durable et l'application de stratégies de gestion souple de l'espace de travail (intérieur et extérieur). Le PNUE et ONU-Habitat ayant leur siège à Nairobi, l'Office s'appuiera largement sur leurs compétences spécialisées pour poursuivre la mise en œuvre d'un ensemble de projets novateurs en matière de viabilité écologique, tels que l'harmonisation à l'échelle de l'ensemble des installations du lieu d'affectation des mesures et des rapports relatifs aux gaz à effet de serre et autres émissions (un nouveau logiciel d'inventaire sera mis en service à cet effet au début de 2019) et l'adoption de mesures de compensation permettant d'atteindre la neutralité climatique. Il continuera également de développer ses installations de traitement et de recyclage des eaux et de

tri et de recyclage des déchets et maintiendra l'interdiction relative à la vente et à l'utilisation de plastiques à usage unique dans le complexe. L'Office obtiendra la certification ISO 14001 en 2020.

- 29G.8 L'Office entend également renforcer ses capacités en matière d'achats en s'appuyant sur sa connaissance des marchés locaux et régionaux et sur les compétences qu'il a acquises en tant que principal prestataire de services à l'échelle mondiale du PNUE et d'ONU-Habitat. À ce titre, il continue d'aider ses clients à exécuter leur mandat et à mener à bien diverses initiatives en organisant des appels d'offres stratégiques et en établissant des contrats à court et long terme pour l'achat de biens et de services à fort impact dans des domaines tels que la modernisation des installations, les technologies de l'information, l'eau et l'assainissement, l'énergie, le logement, l'infrastructure, les transports, l'urbanisation, la gestion des déchets solides, la lutte contre les changements climatiques et les campagnes de communication et d'information.
- 29G.9 L'Office mettra l'accent sur la communication et les mécanismes de consultation entre le personnel et l'administration et s'emploiera à maintenir la parité des sexes atteinte en 2018.
- 29G.10 En ce qui concerne les facteurs externes, l'hypothèse ci-après a été retenue lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2020 : la situation financière des bureaux clients n'empêche pas la direction de l'Office de planifier et d'exécuter ses activités.
- 29G.11 L'Office prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient. Il continue d'aider ses clients à progresser vers la parité des sexes en menant des campagnes de sensibilisation ciblées et en veillant à ce que les responsables de la coordination des questions d'égalité des sexes du PNUE et d'ONU-Habitat aient accès aux organes centraux de contrôle en qualité d'observateurs afin de pouvoir examiner les dossiers de recrutement.

A. Projet de plan-programme pour 2020 et exécution du programme en 2018

Programme de travail



Sous-programme 1 Planification des programmes, finances et budget

1. Objectif

29G.12 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de permettre aux entités du Secrétariat établies à Nairobi de bien gérer leurs ressources financières.

2. Lien avec les objectifs de développement durable

29G.13 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif est lié à tous les objectifs de développement durable.

3. Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018

Plus de transparence et d'efficacité dans la prestation et la facturation des services

Dans le cadre de ce sous-programme, l'Office a pour mission de fournir des services financiers au PNUE et à ONU-Habitat, notamment pour ce qui a trait à la préparation des états financiers, à la gestion des fonds d'affectation spéciale, au traitement et au décaissement des paiements, à la gestion de la trésorerie et aux services de paie. Il assure également l'administration financière des services communs d'appui fournis à d'autres organismes des Nations Unies à Nairobi.

Au fil des ans, l'Office s'est servi d'outils de productivité pour uniformiser les méthodes de travail et gagner en efficacité. Plus récemment, en réponse à des demandes de plus en plus appuyées des donateurs de contributions volontaires et des programmes clients en faveur d'une réduction des frais d'administration associés à l'exécution de leurs mandats respectifs, l'Office a entrepris d'adopter des pratiques de comptabilité analytique qui l'aident à déterminer le degré d'efficacité opérationnelle des différents services fournis.

En 2017, l'Office a procédé à une analyse approfondie en vue de déterminer le coût réel des services fournis à ses clients. À cette fin, il a mené une étude d'ensemble visant à mieux comprendre les difficultés opérationnelles que ceux-ci rencontraient et à élaborer une définition claire de plus d'une centaine de gammes de services et d'activités. En 2018, il a mis en place un système de facturation fondé sur les transactions (grille de tarifs) afin d'accroître la



Amélioration de la prestation de services : visibilité, transparence et prévisibilité

transparence des principales mesures de résultats et des statistiques relatives à la charge de travail tout en assurant une répartition des coûts équitable, ce qui a eu pour effet d'éliminer tout financement croisé et de permettre à ses clients de faire des économies grâce à des opérations plus efficaces. La grille de tarifs appliquée aux services communs a été élargie pour inclure des mesures de résultats clefs pour tous les services administratifs et services d'appui fournis par l'Office à ses principaux clients, le PNUE et ONU-Habitat. Il s'agissait de remplacer la précédente méthode de facturation fixe par un catalogue de services plus prévisible qui favorise un appui plus souple, plus équitable et plus réactif pour le recouvrement des dépenses hors budget cela a permis à l'Office et à ses clients d'évaluer plus précisément les résultats, la charge de travail et l'efficacité opérationnelle associés aux différents services fournis. S'agissant de l'allocation des ressources, l'Office est désormais en mesure de s'appuyer sur des données empiriques pour hiérarchiser les domaines dans lesquels des mesures correctives ou un appui supplémentaire sont nécessaires et modifier la charge de travail en conséquence, afin de remédier efficacement aux problèmes de performance. Il contrôle systématiquement les indicateurs de résultats et les indicateurs opérationnels et met en lumière les difficultés et les problèmes recensés afin d'appliquer des mesures correctives à l'ensemble de ses services en temps opportun et, partant, d'offrir à ses clients un appui efficace et efficient.

Des résultats concrets

Concrètement, les activités menées ont contribué à la mise en place d'un système de facturation plus transparent et plus équitable, grâce auquel il est possible de suivre les volumes de transactions, d'analyser les variations de la charge de travail et des principales mesures de résultats, d'adapter les ressources aux besoins des clients, de recenser les facteurs qui nuisent à l'efficacité opérationnelle, d'établir le degré de priorité des améliorations à apporter aux processus métier et de réduire les coûts de transaction.

Dans la pratique, la mise en service du nouveau système de facturation a abouti à une baisse de 10 % des coûts de transaction, à des résultats conformes aux indicateurs clefs de résultats pour plus de 95 % des services et à une augmentation du niveau de satisfaction des clients, comme en témoignent les commentaires adressés à l'Office.

Ce résultat illustre ce qui a été fait en 2018 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

-
- 29G.14 L'un des résultats escomptés pour 2018, à savoir l'amélioration de l'intégrité des données financières (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, ainsi que l'atteste l'opinion sans réserve formulée par le Comité des commissaires aux comptes concernant la conformité des états financiers du PNUE et d'ONU-Habitat aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), sans qu'aucune constatation défavorable majeure n'ait été faite par l'auditeur au sujet des aspects financiers.

4. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Présentation d'une information concernant les subventions de meilleure qualité et clôture plus efficace des subventions arrivées à expiration

En 2018, l'Office, en collaboration avec le PNUE et ONU-Habitat, a constitué des groupes de travail sur la gestion responsable des subventions en vue d'améliorer la gestion financière des fonds versés par les donateurs, de faire en sorte que l'information communiquée soit de meilleure qualité et de veiller à ce que les subventions arrivées à expiration soient clôturées en temps voulu.

Une réponse adaptée à la situation

Les activités des clients susmentionnés sont principalement financées au moyen de ressources extrabudgétaires provenant de fonds d'affectation spéciale. L'Office se charge de tenir les comptes et de préparer les états financiers et les rapports destinés aux donateurs conformément aux accords passés avec ceux-ci. Les groupes de travail ont recensé les difficultés que les clients avaient rencontrées s'agissant d'interpréter et d'utiliser les rapports financiers standard dans Umoja, lesquelles avaient retardé la publication des rapports et la clôture financière des subventions arrivées à expiration une fois les activités opérationnelles terminées.

Pour remédier à ces problèmes, le Bureau a élaboré un système de transmission automatique grâce auquel les clients reçoivent chaque semaine des rapports d'analyse décisionnelle adaptés à leur situation pour leur permettre de suivre l'utilisation des subventions et les résultats connexes. Ces rapports ont sensibilisé les clients à diverses problématiques, comme l'utilisation du budget, l'expiration des subventions, la date limite pour la soumission des rapports aux donateurs, les soldes des liquidités associés aux subventions, la gestion des créances, l'état des dettes et des avances et les résultats financiers des partenaires de réalisation. En outre, l'Office a organisé des séances de formation sur les rapports disponibles dans Umoja afin de permettre aux bureaux clients de mieux utiliser le progiciel et les normes IPSAS. Malgré le renforcement des capacités, la difficulté a été de rattraper l'important retard accumulé par les clients en matière de clôture financière des subventions arrivées à expiration.

En réponse, en 2020, l'Office continuera d'aider ses clients à renforcer leurs capacités de gestion financière, en mettant l'accent sur l'établissement des rapports destinés aux donateurs et sur la clôture des subventions arrivées à expiration en temps voulu, et à mieux gérer les fonds alloués par les donateurs. Pour ce faire, il s'attachera à rationaliser les procédures, à renforcer les capacités d'établissement de rapports et les systèmes d'alerte, à accroître la coordination avec les clients et à faciliter la réalisation d'un examen d'ensemble des subventions afin de garantir le respect des accords passés avec les donateurs en ce qui concerne l'établissement des rapports et la clôture des subventions. Il continuera également à élaborer de nouveaux rapports financiers répondant de façon adaptée aux exigences diverses des donateurs s'agissant d'une meilleure application du principe de responsabilité et d'une plus grande transparence.

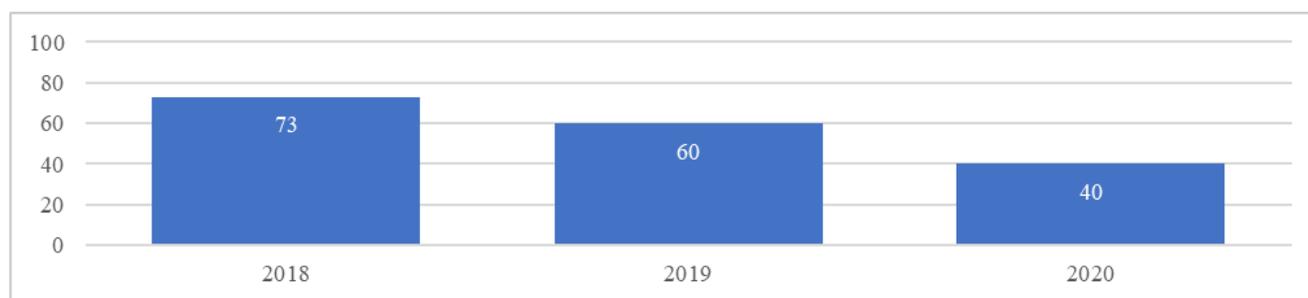
Des résultats concrets

Les produits escomptés devraient contribuer au résultat, à savoir l'établissement des états financiers et des rapports destinés aux donateurs et la clôture financière des subventions arrivées à expiration une fois les activités prévues exécutées en temps voulu. L'approche collaborative de l'amélioration des processus métier retenue aura pour effet de stimuler l'innovation et d'améliorer encore l'intégrité financière globale des données, le respect des critères d'établissement des rapports destinés aux donateurs et les relations avec ces derniers.

Concrètement, si le résultat est atteint, les rapports destinés aux donateurs seront établis dans les délais et le pourcentage de subventions arrivées à expiration qui demeurent en attente de clôture financière après l'achèvement des activités prévues diminuera, comme indiqué dans la figure ci-dessous.

S'il se concrétise, ce résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

Mesure des résultats : pourcentage de subventions arrivées à expiration en attente de clôture financière



29G.15 Le mandat qui lui a été confié au titre du sous-programme continuera de guider l'Office dans la conduite de ses activités et de lui servir de cadre pour la livraison de ses produits.

5. Produits retenus pour la période 2018-2020

29G.16 On trouvera dans le tableau 29G.1 les produits retenus pour la période 2018-2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 29G.1

Sous-programme 1 : produits retenus pour la période 2018-2020, par catégorie et sous-catégorie

	<i>2018 Produits prévus</i>	<i>2018 Produits livrés</i>	<i>2019 Produits prévus</i>	<i>2020 Produits prévus</i>
Produits quantifiés				
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	2	2	4	4
Produits non quantifiés				
D. Activités de communication				
Plateformes numériques et contenus multimédias				
E. Activités d'appui				
Administration				
Services financiers et budgétaires				



Sous-programme 2 Gestion des ressources humaines

1. Objectif

29G.17 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de favoriser la constitution d'une main-d'œuvre qualifiée, diverse, sachant s'adapter, en bonne santé et dotée des plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité.

2. Lien avec les objectifs de développement durable

29G.18 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif est lié à tous les objectifs de développement durable.

3. Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018

Un recrutement plus rapide

Dans le cadre de ce sous-programme, l'Office fournit au PNUE et à ONU-Habitat un ensemble complet de services de gestion des ressources humaines et à l'Organisation un dispositif de prestation de services commun au niveau local et international pour lui donner les moyens de s'acquitter de son mandat. L'Office a également pour mission de faire appliquer les politiques de l'Organisation en matière de ressources humaines et de veiller à ce que tous les membres du personnel, où qu'ils se trouvent, bénéficient des meilleurs services et de l'appui le plus efficace dans les domaines du bien-être au travail, du recrutement et du perfectionnement et de l'administration du personnel.

En 2018, l'Office a pris des mesures pour réduire les délais de recrutement en organisant des programmes de remise à niveau à l'intention de toutes les parties prenantes afin que les clients puissent mieux comprendre les politiques et les procédures en matière de recrutement. Les responsables des postes à pourvoir ont été formés et l'accent a été mis sur le rôle de chacun et de chacune dans le processus. Les membres des organes centraux de contrôle ont également bénéficié d'une formation visant à accélérer l'examen des candidatures qui leur sont soumises pour approbation. Il est ressorti des discussions tenues avec les clients que l'examen de la conformité des candidatures par les responsables des postes était l'un des éléments qui ralentissaient la procédure de recrutement. En réponse, l'Office, en collaboration avec ses clients, a lancé un projet pilote de services de présélection pour faciliter la tâche des responsables s'agissant de la première vérification de l'admissibilité des candidatures.



Guichet clients du Service de gestion des ressources humaines.
Source : Office des Nations Unies à Nairobi

Des résultats concrets

Concrètement, les activités menées ont permis de réduire les délais de recrutement et d'aider les principaux clients de l'Office partout dans le monde à exécuter rapidement les programmes prescrits. Dans la pratique, le pourcentage de postes vacants pour lesquels des candidats et candidates ont été sélectionnés dans le délai moyen prescrit de 110 jours a augmenté de 7 %, grâce aux initiatives nouvelles et à celles déjà mises en œuvre.

Ce résultat illustre ce qui a été fait en 2018 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

- 29G.19 L'un des résultats escomptés pour 2018, à savoir l'amélioration de la qualité des services sanitaires de l'ONU (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, comme l'atteste le taux de satisfaction (96 %) ressortant des observations formulées par les clients.

4. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Recrutement plus rapide de consultants et de vacataires aux fins de l'exécution des programmes

En 2018, l'Office a mis en place une unité administrative spécialisée dans le recrutement de consultants et de vacataires dans un délai de 10 jours entre la réception du cahier des charges et l'attribution du marché. L'objet en est de faciliter le recrutement dans le respect de ce délai prescrit.

Une réponse adaptée à la situation

La difficulté était que le délai moyen continuait d'être dépassé pour plus de 50 % des recrutements. Il faut donc recruter plus rapidement et plus efficacement les consultants et vacataires.

En réponse, en 2020, l'Office, soucieux de réduire le délai moyen de recrutement, prévoit d'étoffer les moyens dont disposent les responsables du recrutement et de mettre au point des tableaux de bord assortis d'indicateurs de résultats marquants aux fins de la transparence et de la sensibilisation aux résultats, l'objet étant de faire en sorte que les besoins des entités clientes soient dûment satisfaits pour que leurs programmes puissent être exécutés dans les délais.

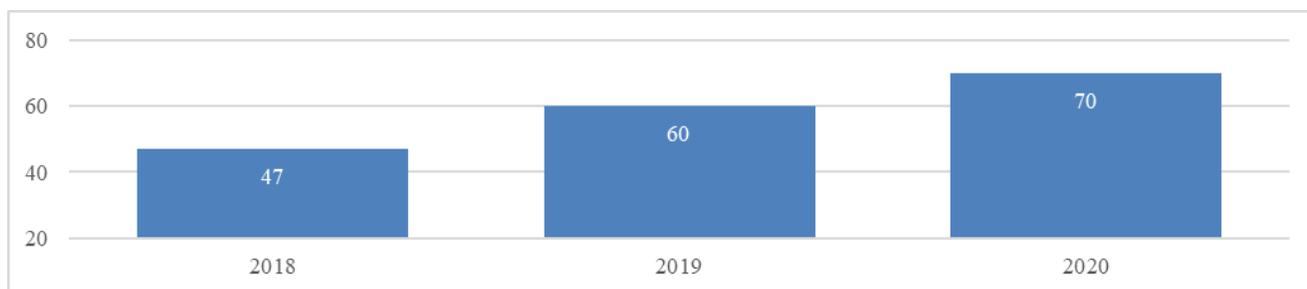
Des résultats concrets

Le produit escompté devrait contribuer au résultat, à savoir réduire les délais de recrutement de consultants et vacataires.

Concrètement, si le résultat est atteint, les délais de recrutement de consultants et vacataires seront ramenés à sept jours dans 70 % des cas et les tableaux de bord assortis d'indicateurs de résultats marquants destinés à contrôler la réalisation de cet objectif auront été mis en place.

S'il se concrétise, ce résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

Mesures des résultats : pourcentage de postes vacants dans les entités clientes pourvus dans les délais



29G.20 Le mandat qui lui a été confié au titre du sous-programme continuera de guider l'Office dans la conduite de ses activités et de lui servir de cadre pour la livraison de ses produits.

5. Produits retenus pour 2020

29G.21 On trouvera dans le tableau 29G.2 les produits prévus pour 2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui devraient contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 29G.2

Sous-programme 2 : produits retenus pour 2020, par catégorie et sous-catégorie

Produits non quantifiés

E. Activités d'appui

Administration

 Ressources humaines

Justice interne et contrôle interne

 Établissement des faits et évaluation



Sous-programme 3 Services d'appui

1. Objectif

29G.22 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'assurer le bon fonctionnement de l'Office des Nations Unies à Nairobi, au meilleur coût et dans le respect de l'environnement, en ce qui concerne les activités suivantes : gestion des bureaux et des installations de conférence, services relatifs aux relations avec le pays hôte, gestion des avoirs, voyages et transports, courrier et valise diplomatique, achats et activités commerciales.

2. Lien avec les objectifs de développement durable

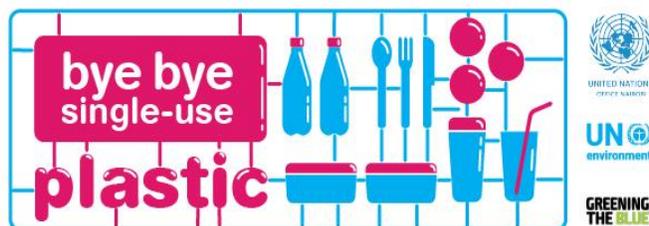
29G.23 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif est lié à tous les objectifs de développement durable.

3. Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018

Amélioration de la viabilité écologique de l'Office

L'Office assure la gestion et l'entretien des locaux des Nations Unies à Nairobi et fournit de nombreux services à toutes les entités qui y sont établies, notamment pour ce qui a trait aux bureaux, aux installations de conférence, aux infrastructures au sol ainsi qu'à toutes les infrastructures d'appui, afin de répondre pleinement aux besoins des organismes, fonds et programmes dont le siège se trouve au Kenya ou qui mènent des activités ou des projets au niveau national ou régional depuis ce pays. Il s'agit notamment de la gestion de l'actif, des biens et du matériel, de l'achat de produits et de services – de la planification jusqu'à la recherche de fournisseurs et à l'acquisition –, et de l'administration d'un large éventail de services communs, notamment en ce qui concerne les relations avec le pays hôte, les voyages, les transports et les opérations commerciales.

Sachant que le complexe des Nations Unies à Nairobi accueille le siège du PNUE, l'Office a lancé en 2018 la première phase d'un projet visant à améliorer la viabilité écologique de ses installations sur le plan de la gestion de l'énergie, des déchets et de l'eau. La quatrième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, qui se tiendra en mars 2019, sera placée sous le thème suivant : « Des solutions novatrices pour relever les défis environnementaux et instaurer des modes de consommation et de production durables ». L'idée est d'encourager les gouvernements, les acteurs du secteur privé et les particuliers à trouver de nouvelles solutions aux problèmes et à porter un regard critique sur leurs modes de production et de consommation. En mars 2018, l'Office a inauguré une station de gestion et de transfert des déchets conçue pour mesurer et trier les résidus et les transférer vers des installations de recyclage, et a amorcé la mise en place progressive du tri des déchets à la source. À cet égard, un projet pilote a été mis en œuvre en partenariat avec



*Adieu, plastiques à usage unique ! Les déchets de bureau sont triés à la source dans des poubelles individuelles puis traités à la station de tri des déchets.
Source : Office des Nations Unies à Nairobi*

plusieurs des principaux clients du Bureau, à savoir le PNUE, le Programme alimentaire mondial et ONU-Habitat, qui ont été les premiers à l'adopter, preuve de l'intérêt que ces entités et leur personnel portent au projet et de leur enthousiasme à l'idée d'accroître le recyclage des déchets de bureau. L'Office a également achevé la modernisation des sanitaires du complexe et installé de nouveaux accessoires et équipements économes en eau ainsi que des lampes à diode électroluminescente équipées de capteurs, qui ont directement contribué à réduire la consommation énergétique de toutes les entités des Nations Unies établies à Nairobi. Il a également renforcé la capacité de ses étangs d'oxydation, installations économes en énergie qui exigent peu d'entretien et permettent de traiter les eaux usées et de les réutiliser à des fins d'irrigation. Des dispositifs de contrôle de l'utilisation de l'eau et du recyclage ont également été installés, et le registre des déchets de toutes les entités des Nations Unies opérant dans le complexe a été amélioré. En août 2018, l'Office est devenu la première ville siège à interdire la vente de récipients alimentaires, couvercles de gobelets, couverts et pailles en plastique à usage unique dans les cafétérias de son complexe et a également mené une série de campagnes visant à sensibiliser davantage le personnel aux questions environnementales. L'interdiction permanente des plastiques à usage unique a été une réalisation importante, qui a même dépassé les attentes du PNUE, qui avait demandé par le passé que l'utilisation du plastique soit réduite pendant la semaine de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement.

Des résultats concrets

Concrètement, les activités menées ont facilité la réduction, dans les bureaux clients, de la consommation d'énergie, l'amélioration de la gestion des déchets et une meilleure conservation de l'eau grâce au recyclage. Dans la pratique, le taux de déchets de bureau qui ont été recyclés et réutilisés a sensiblement augmenté en 2018 (passant de 10 % à plus de 90 %).

Ce résultat illustre ce qui a été fait en 2018 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

29G.24 L'un des résultats escomptés pour 2018, à savoir la gestion, l'entretien et l'exploitation efficaces et rationnels des installations (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, comme l'atteste le fait que toutes les questions liées à l'entretien ont été traitées dans les délais prévus. Parmi les grands projets entrepris figurent la modernisation des installations sanitaires, notamment l'imperméabilisation de tous les blocs et couloirs centraux et l'obturation des fuites persistantes, l'achèvement des travaux de réfection du principal axe routier oriental, qui visaient à réparer les portions endommagées et à combler les nids-de-poule, la modernisation du système d'oxydation et de traitement des eaux, construit il y a une trentaine d'années, ce qui a permis de remédier aux problèmes d'entretien, et une mise à niveau importante du système d'éclairage, caractérisée par l'installation de technologies à diode électroluminescente équipées de capteurs de présence pour améliorer l'efficacité énergétique et réduire les frais d'entretien.

4. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Une architecture et des installations durables

L'Office a lancé en 2018 des projets concernant l'infrastructure et la durabilité de l'environnement qui ont contribué à la gestion des déchets.

Une réponse adaptée à la situation

La difficulté était qu'il n'existait ni plan d'action global visant à assurer la durabilité des installations des Nations unies à Nairobi ni système de management environnemental permettant de contrôler la réalisation des objectifs en matière de gestion des déchets et d'utilisation efficace de l'énergie et de l'eau.

En réponse, en 2020, l'Office s'attachera à exécuter le plan d'action au moyen d'initiatives de plus grande portée, de sorte à améliorer la gestion de l'énergie, de l'eau et des eaux usées et mettre en place des espaces de travail modulables, en tirant parti des installations intérieures et extérieures pour optimiser la productivité ainsi que l'efficacité des clients dans le complexe des Nations Unies à Nairobi. L'amélioration de l'accès aux lieux de travail

extérieurs a également des incidences favorables sur la consommation d'énergie, dans la mesure où l'on peut tirer le plus grand parti possible de l'éclairage naturel au détriment de l'éclairage artificiel.

Il continuera également de remplacer les systèmes électriques et les systèmes d'éclairage vieillissants par des solutions intérieures et extérieures plus économes et efficaces afin d'améliorer les conditions de travail et de réduire la consommation énergétique. Grâce au renforcement des capacités du système de recyclage des eaux, toutes les eaux usées du complexe seront recyclées efficacement à des fins d'irrigation pour réduire l'important volume d'eau douce actuellement nécessaire à l'entretien des espaces verts. Les améliorations récemment apportées au système de traitement des eaux entraîneront également la mise hors service de la station d'épuration, d'une efficacité limitée, de sorte que toutes les eaux usées du complexe seront traitées dans les étangs d'oxydation, qui ont été récemment remis en état et dont la capacité a été renforcée. Les améliorations apportées en matière de gestion des déchets et de recyclage s'appliqueront à l'ensemble du complexe, y compris aux installations de restauration, afin de réduire au minimum le volume de déchets mis en décharge et de recycler autant que possible toutes les catégories de résidus. Le système de gestion de l'environnement qu'il est proposé de mettre en place facilitera le suivi des cibles liées aux déchets, à l'énergie et à l'eau.

Des résultats concrets

Les produits escomptés devraient contribuer au résultat, à savoir l'amélioration de la durabilité des installations s'accompagnant d'un impact minimal sur l'environnement ainsi que des modes de consommation durables grâce à l'utilisation innovante et économique de l'énergie et des ressources en eau.

Concrètement, si le résultat est atteint, la consommation d'eau et d'énergie par personne diminuera de 2 % (grâce à l'installation de systèmes plus efficaces), le volume moyen d'eau traitée dans les étangs d'oxydation remis en état sera porté de 95 à 150 m³ par jour (grâce au raccordement de tous les bâtiments restants) et la compensation des émissions de dioxyde de carbone augmentera de 10 % (grâce à la généralisation progressive du tri des déchets à la source dans tous les bureaux du complexe et à l'instauration d'une politique de recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques).

S'il se concrétise, ce résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

Mesure des résultats

2018	2019	2020
<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de 80% des déchets de bureau recyclés • Obtention de la neutralité climatique par l'augmentation des compensations des émissions de CO₂ (1 707 tonnes) (données de 2017) 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des émissions à hauteur de 500 tonnes de CO₂, neutralité climatique (données de 2018) 	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de 10 % des compensations des émissions de CO₂ • Réduction de 2 % de la consommation d'énergie par personne • Réduction de 2 % de la consommation d'eau par personne • Augmentation du traitement des eaux usées (de 95 à 150 m³ par jour)

29G.25 Le mandat qui lui a été confié au titre du sous-programme continuera de guider l'Office dans la conduite de ses activités et de lui servir de cadre pour la livraison de ses produits.

5. Produits retenus pour 2020

29G.26 On trouvera dans le tableau 29G.3 les produits retenus pour 2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui devraient contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 29G.3

Sous-programme 3 : produits retenus pour 2020, par catégorie et sous-catégorie

Produits non quantifiés

E. Activités d'appui

Administration

Services financiers et budgétaires

Logistique

Achats

Gestion des biens

Gestion des installations

Transports

Entreposage



Sous-programme 4 Aspects opérationnels de l'informatique et des communications

1. Objectif

29G.27 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'avoir une architecture, des systèmes informatiques et des systèmes de communications cohérents ainsi que des modalités d'hébergement des applications et une infrastructure logicielle sécurisées, cohérentes et résilientes.

2. Lien avec les objectifs de développement durable

29G.28 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif est lié à tous les objectifs de développement durable.

3. Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018

Renforcement de la stratégie « cloud-first » et harmonisation des solutions techniques

L'Office fournit à toutes les entités des Nations Unies établies à Nairobi des services informatiques et des services de communication, notamment pour ce qui a trait aux solutions commerciales novatrices, à la gestion des infrastructures et à l'appui technique aux installations de conférence et au matériel informatique destiné aux utilisateurs finaux, afin de répondre pleinement aux besoins des organismes, fonds et programmes dont le siège se trouve au Kenya ou qui mènent des activités ou des projets au niveau national ou régional depuis ce pays. Parmi ces prestations figurent des solutions techniques améliorées et harmonisées grâce à Microsoft Office 365 (Unite Mail), un accès client simplifié aux solutions globales et locales grâce à Unite ID, une sécurité informatique renforcée et la mise hors service d'un nombre croissant d'applications anciennes.



Travailler en tout lieu grâce à Unite Mail

En 2018, l'Office, en application des dispositions de la stratégie Informatique et communications relatives à l'harmonisation des plateformes, a mené à bien la migration vers Unite Mail à l'aide de la technologie Microsoft Office 365, inaugurant ainsi sa stratégie « cloud-first », première étape d'une transition vers des services de collaboration en nuage. Grâce à ces services, l'Office est en mesure de créer des profils d'utilisateur avant l'arrivée des nouveaux membres du personnel afin que ceux-ci puissent travailler dès leur prise de fonctions. En outre, le remplacement des systèmes d'authentification fondés sur des applications par Unite ID, la plateforme d'authentification de l'Organisation, simplifie l'expérience des clients en mettant à leur disposition un identifiant unique pour tous les systèmes, ce qui n'était pas le cas auparavant.

En outre, les services en ligne ont été mis à niveau pour prendre en charge une architecture de sécurité informatique évolutive, robuste, renforcée et compatible avec l'affichage multilingue, les applications mobiles et des interfaces suffisamment souples pour intégrer plusieurs appareils (dispositifs mobiles et écrans numériques), de sorte que les entités établies à Nairobi peuvent diffuser efficacement des informations dans tout le complexe.

Des résultats concrets

Concrètement, les activités menées ont permis aux clients de l'Office, qui sont géographiquement dispersés, de bénéficier de services plus souples et plus dynamiques. Dans la pratique, le nombre de clients qui se sont déclarés satisfaits des services fournis a augmenté, passant de 52 % au début de la période à 88 % lors de la dernière enquête réalisée.

Ce résultat illustre ce qui a été fait en 2018 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

- 29G.29 L'un des résultats escomptés pour 2018, à savoir le renforcement des contrôles et des mécanismes permettant d'assurer la sécurité de l'information (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, ainsi que l'attestent le fait que 100 % des mises à jour de sécurité ont été installées sur les postes de travail administrés par l'Office, que 90 % des éléments de l'infrastructure de sécurité ont été mis en service ou à niveau et que 90 % des sites Web publics administrés par l'Office ont été passés en revue, validés et déclarés conformes aux mesures de contrôle de la sécurité des sites publics.

4. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Bureau connecté : l'Office offre au personnel du PNUE et d'ONU-Habitat la possibilité de travailler en tout lieu, à tout moment et en toute sécurité

En 2018, l'Office a centré son action sur la mise en service du système Unite Mail et l'harmonisation des solutions techniques.

Une réponse adaptée à la situation

Il s'est agi de tirer parti de certains outils et de les adapter aux besoins particuliers des bureaux clients à Nairobi.

En réponse, en 2020, dans le cadre de sa stratégie à long terme visant à adopter des techniques émergentes et des technologies vertes, l'Office aidera à faire en sorte que le complexe devienne un lieu intelligent, sécurisé et connecté au nuage, offrant des solutions fondées sur une approche axée sur les résultats et des services axés sur le client. Tous les membres du personnel, qu'ils se trouvent sur le campus intelligent de l'Office, dans un bureau régional du PNUE ou sur le terrain dans un lieu éloigné, bénéficieront à tout moment de services en matière de données, de collaboration en nuage et de gestion des documents. Il leur sera possible d'accéder de façon simple et fiable aux contenus stockés sur le nuage et aux fonctionnalités du campus intelligent, telles que les infokiosques et la signalétique numérique. En outre, les services en nuage sont par nature plus résilients que les services « sur site », puisque l'accès ne dépend ni des fournisseurs d'énergie au niveau local, ni du lieu où se trouvent les utilisateurs, ceux-ci pouvant y accéder partout où ils disposent d'une connexion à Internet, ce qui favorise la résilience opérationnelle en cas d'évacuation ou de réinstallation du personnel.

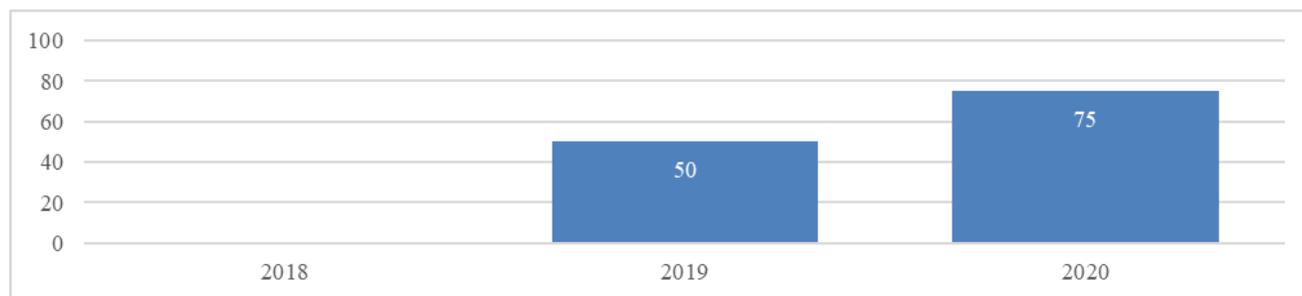
Des résultats concrets

Les produits escomptés devraient contribuer au résultat, à savoir améliorer l'accès des clients à des contenus partagés, et approfondir la collaboration entre les clients et leurs partenaires extérieurs où qu'ils se trouvent dans le monde.

Dans la pratique, si le résultat est atteint, 75 % des contenus produits par le PNUE et ONU-Habitat seront disponibles et sécurisés sur une plateforme en nuage administrée par les Nations Unies.

S'il se concrétise, le résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

Mesure des résultats : pourcentage des contenus produits par le PNUE et ONU-Habitat disponibles en nuage



29G.30 Le mandat qui lui a été confié au titre du sous-programme continuera de guider l'Office dans la conduite de ses activités et de lui servir de cadre pour la livraison de ses produits.

5. Produits retenus pour 2020

29G.31 On trouvera dans le tableau 29G.4 les produits retenus pour 2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui devraient contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 29G.4

Sous-programme 4 : produits retenus pour 2020, par catégorie et sous-catégorie

Produits non quantifiés

E. Activités d'appui

Informatique et communications

Sécurité informatique

Réseau

Matériel et infrastructures

Logiciels et applications

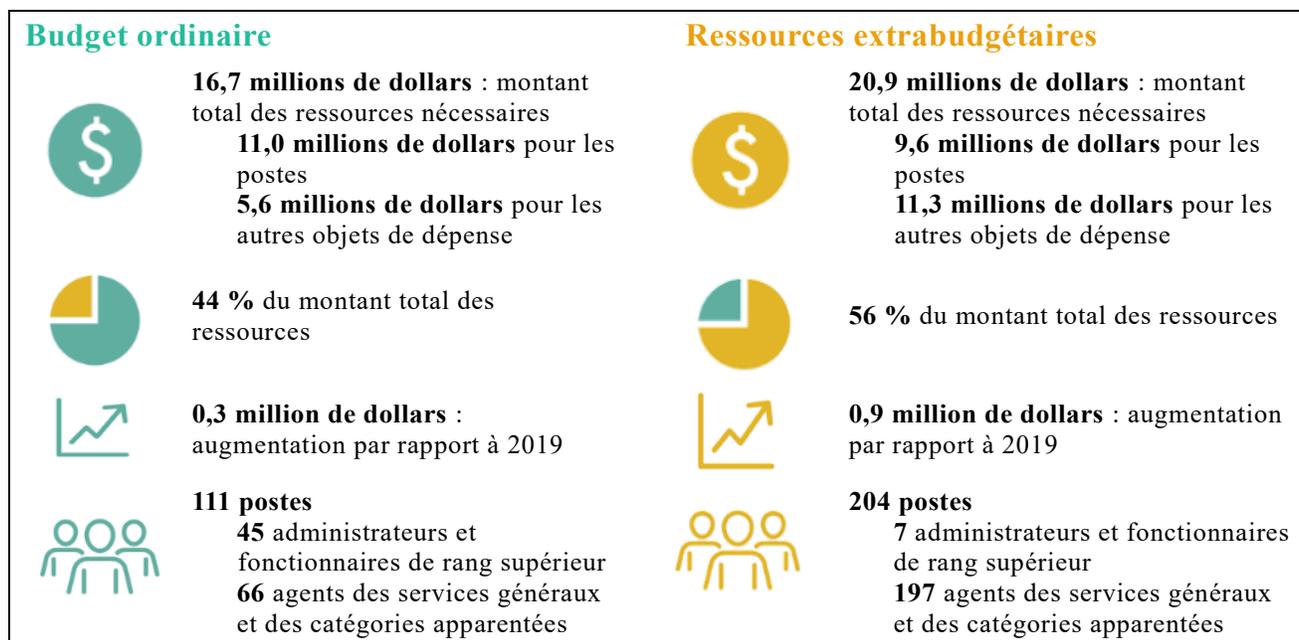
Services d'assistance

B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2020

Vue d'ensemble

29G.32 On trouvera dans la figure 29G.II et le tableau 29G.5 des informations sur les ressources financières et les postes nécessaires pour 2020, répartis entre le budget ordinaire et les ressources extrabudgétaires.

Figure 29G.II
2020 en chiffres



Note : Avant actualisation des coûts.

Tableau 29G.5

Ressources financières et postes, par composante, sous-programme et source de financement : vue d'ensemble

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Budget ordinaire			Ressources extrabudgétaires			Total		
	2019 (crédits ouverts)	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)	Variation	2019 (estimations)	2020 (prévisions)	Variation	2019 (estimations)	2020 (prévisions)	Variation
	Ressources financières								
Direction exécutive et administration	892,9	892,9	–	124,0	130,0	6,0	1 016,9	1 022,9	6,0
Programme de travail									
1. Planification des programmes, finances et budget	3 162,2	3 162,2	–	4 244,0	4 471,0	227,0	7 406,2	7 633,2	227,0
2. Gestion des ressources humaines	2 752,4	2 752,4	–	3 608,0	3 794,0	186,0	6 360,4	6 546,4	186,0
3. Services d'appui	7 930,4	8 186,2	255,8	6 675,0	6 933,0	257,0	14 605,4	15 119,2	513,8

Chapitre 29 Services de gestions et d'appui

Sous-chapitre 29G Administration (Nairobi)

	Budget ordinaire			Ressources extrabudgétaires			Total		
	2019 (crédits ouverts)	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)		2019 (estimations)	2020 (prévisions)	Variation	2019 (estimations)	2020 (prévisions)	Variation
		2019	Variation						
4. Aspects opérationnels de l'informatique et des communications	1 657,3	1 657,3	–	5 399,0	5 602,0	203,0	7 056,3	7 259,3	203,0
Total partiel (programme de travail)	15 502,3	15 758,1	255,8	19 926,0	20 800,0	873,0	35 428,3	36 558,1	1 129,8
Total	16 395,2	16 651,0	255,8	20 050,0	20 930,0	879,0	36 445,2	37 581,0	1 135,8
Postes									
Direction exécutive et administration	3	3	–	3	3	–	6	6	–
Programme de travail									
1. Planification des programmes, finances et budget	31	31	–	56	56	–	87	87	–
2. Gestion des ressources humaines	23	23	–	43	43	–	66	66	–
3. Services d'appui	43	42	(1)	69	69	–	112	111	(1)
4. Aspects opérationnels de l'informatique et des communications	12	12	–	33	33	–	45	45	–
Total partiel (programme de travail)	109	108	(1)	201	201		310	309	(1)
Total	112	111	(1)	204	204		316	315	(1)

Budget ordinaire : vue d'ensemble

29G.33 On trouvera dans les tableaux 29G.6 et 29G.7 des informations sur le montant des ressources financières et les postes qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 et, selon le cas, sur les changements dont il est tenu compte. Les montants proposés font apparaître une augmentation de 255 800 dollars par rapport au montant des ressources approuvées pour 2019. De plus amples détails sont fournis dans les composantes respectives. Le montant demandé permet de financer l'exécution des mandats dans leur intégralité, d'une manière efficace et rationnelle.

Titre VIII Services communs d'appui

Tableau 29G.6

Évolution des ressources financières, par composante et grande catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changement					2020 (prévisions avant actualisation des coûts)	Actualisation des coûts	2020 (prévisions après actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats/ mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage			
Composante										
Direction exécutive et administration	813,9	892,9	–	–	–	–	–	892,9	53,4	946,3
Programme de travail	14 473,8	15 502,3	(765,5)	–	1 021,3	255,8	1,7	15 758,1	995,9	16 754,0
Total	15 287,7	16 395,2	(765,5)	–	1 021,3	255,8	1,6	16 651,0	1 049,3	17 700,3
Grandes catégories de dépenses										
Postes	10 676,6	11 038,0	–	–	3,0	3,0	–	11 041,0	685,4	11 726,4
Autres objets de dépense	4 611,2	5 357,2	(765,5)	–	1 018,3	252,8	4,7	5 610,0	363,9	5 973,9
Total	15 287,7	16 395,2	(765,5)	–	1 021,3	255,8	1,6	16 651,0	1 049,3	1 700,3

Tableau 29G.7

Évolution des postes permanents, par catégorie

	Changements				2020 (effectif proposé)	Variation
	2019 (effectif approuvé)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats/ mandats élargis	Autres changements		
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur						
D-2	1	–	–	–	1	–
D-1	4	–	–	–	4	–
P-5	7	–	–	–	7	–
P-4	9	–	–	1	10	–
P-3	17	–	–	–	17	–
P-2/1	7	–	–	(1)	6	–
Total partiel	45	–	–	–	45	–
Autres changements						
Administrateurs recrutés sur le plan national	1	–	–	–	1	–
Agents locaux	66	–	–	(1)	65	–
Total partiel	67	–	–	(1)	66	–
Total	112	–	–	(1)	111	–

Note : L'annexe II récapitule les changements, par composante, sous-programme et catégorie de personnel.

Direction exécutive et administration

- 29G.34 Le Directeur des services administratifs dirige, supervise et gère l'ensemble des services administratifs et des services d'appui connexes que l'Office des Nations Unies à Nairobi fournit à ses organisations clientes.
- 29G.35 Comme prévu par le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier par la cible 12.6 des objectifs de développement durable, qui encourage les organismes à intégrer des informations sur le développement durable dans leurs rapports périodiques, et conformément au mandat général approuvé par l'Assemblée générale au paragraphe 19 de sa résolution 72/219, l'Office incorpore des méthodes de gestion de l'environnement dans ses activités. En 2018, il s'est notamment illustré en s'employant à faire prévaloir les pratiques optimales concernant la durabilité environnementale en s'appuyant sur les nombreuses compétences spécialisées du PNUE et en démarrant divers projets sur la durabilité ; en harmonisant à l'aide des technologies les évaluations et rapports concernant les émissions de gaz à effet de serre et autres émissions à l'échelle du centre de conférence ; en s'efforçant de diminuer ces émissions dans une perspective de neutralité climatique. En 2020, l'Office s'attachera à améliorer ses installations de traitement et de réutilisation des eaux et de tri et de recyclage des déchets et maintiendra l'interdiction concernant la vente et l'utilisation du plastique à usage unique dans ses locaux.
- 29G.36 On trouvera dans le tableau 29G.8 des informations sur le respect des délais de soumission de la documentation et d'achat des billets d'avion.

Tableau 29G.8
Respect des délais
 (En pourcentage)

	2018 (taux prévu)	2018 (taux effectif)	2019 (taux prévu)	2020 (taux prévu)
Soumission de la documentation dans les délais	100	100	100	100
Achat des billets d'avion au moins deux semaines avant le départ	100	42	100	100

- 29G.37 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 892 900 dollars et ne fait apparaître aucun changement par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans les figures 29G.III et 29G.IV et dans le tableau 29G.9.

Figure 29G.III

Direction exécutive et administration : évolution des ressources par rapport au montant du budget ordinaire

(En millions de dollars des États-Unis)

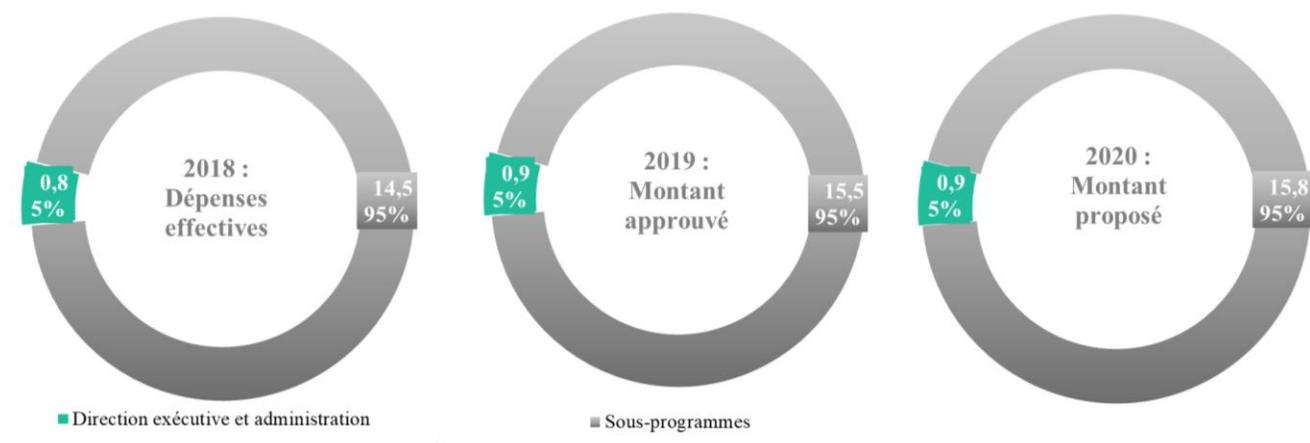


Tableau 29G.9

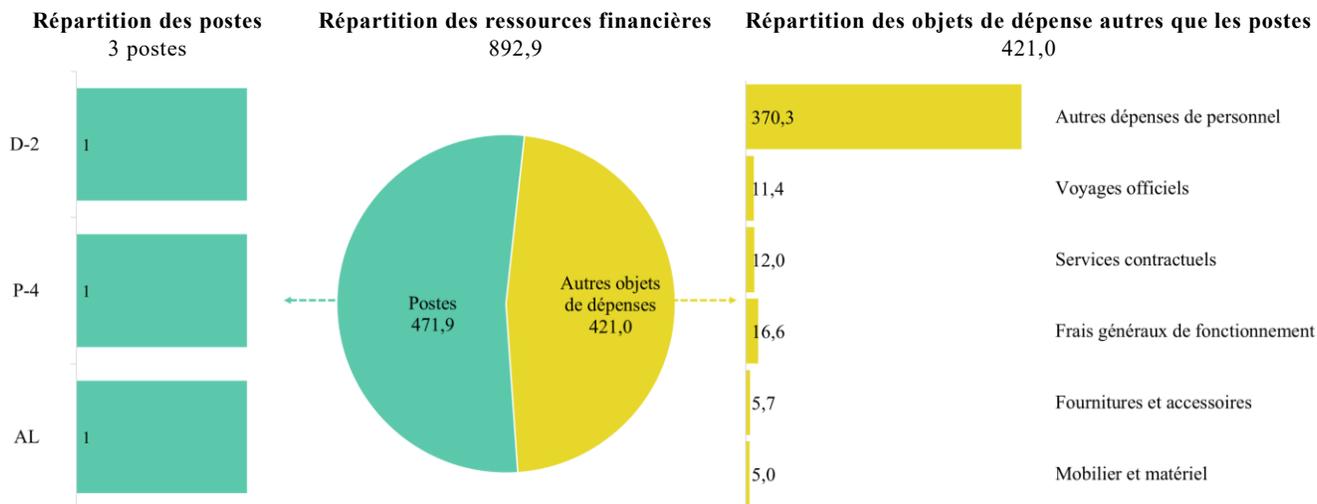
Direction exécutive et administration : évolution des ressources financières et des postes

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements				2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats/ mandats élargis	Autres changements	Total	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses							
Postes	496,2	471,9	–	–	–	–	471,9
Autres objets de dépense	317,7	421,0	–	–	–	–	421,0
Total	813,9	892,9	–	–	–	–	892,9
Postes, par catégorie							
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		2	–	–	–	–	2
Agents locaux		1	–	–	–	–	1
Total		3	–	–	–	–	3

Figure 29G.IV
Direction exécutive et administration : répartition des ressources proposées pour 2020 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Abréviation : AL = agent(e) local(e).

29G.38 La composante Direction exécutive et administration sera également financée au moyen de ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 130 000 dollars (tableau 29G.5). Ces ressources serviront à régler les dépenses afférentes à trois postes à l'appui des activités de la composante qui visent à exercer un contrôle sur les services administratifs et les services d'appui fournis aux clients présents partout dans le monde (PNUE et ONU-Habitat) et à dialoguer avec les clients dans le cadre de la structure de gouvernance des services communs afin que tous les organismes des Nations Unies actifs au Kenya ou qui y sont basés bénéficient de ces services. L'augmentation de 6 000 dollars tient principalement à l'accroissement du volume des services demandés par les clients.

Programme de travail

29G.39 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 15 758 100 dollars et fait apparaître une augmentation nette de 255 800 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans les figures 29G.V et 29G.VI et dans le tableau 29G.10.

Figure 29G.V

Programme de travail : évolution des ressources par rapport au montant du budget ordinaire

(En millions de dollars des États-Unis)

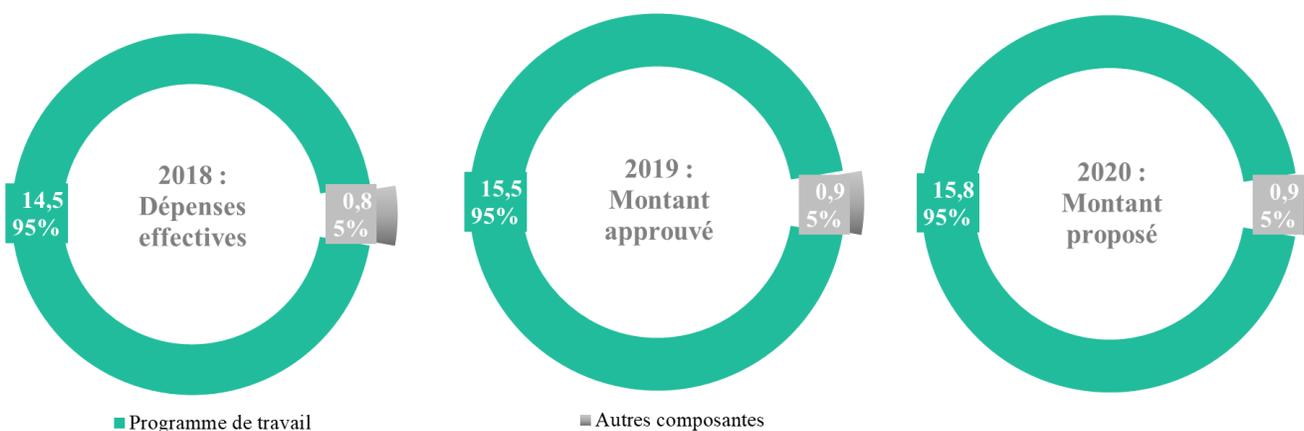


Tableau 29G.10

Programme de travail : évolution des ressources financières et des postes

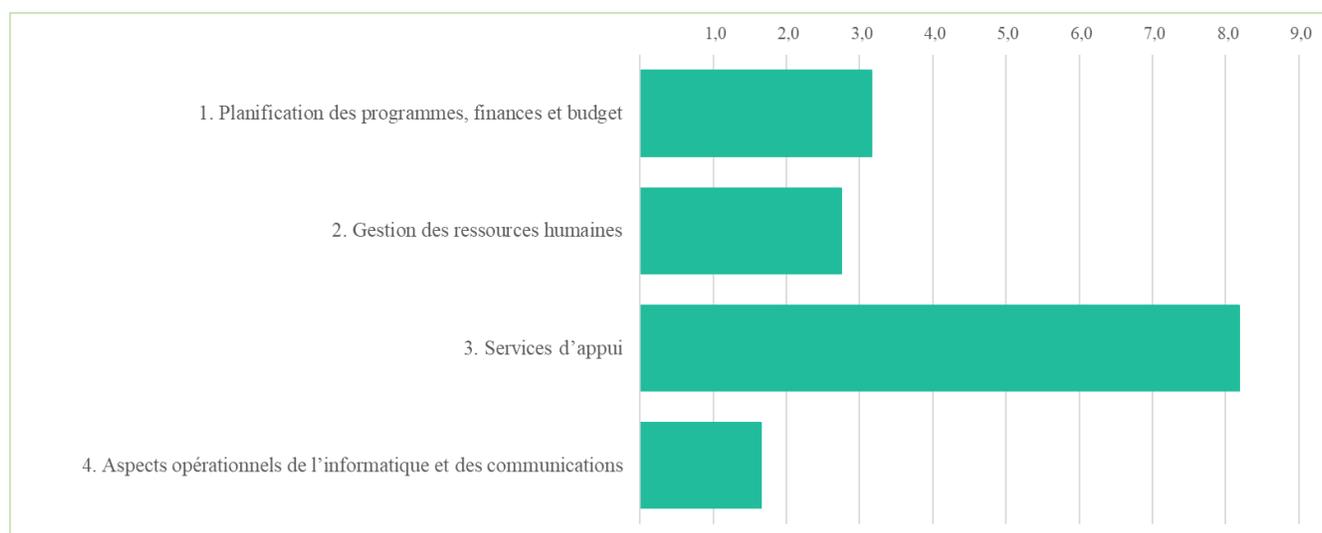
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements				2020 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats/ mandats élargis	Autres changements	Total		Pourcentage
Ressources financières, par sous-programme								
1. Planification des programmes, finances et budget	2 889,8	3 162,2	–	–	–	–	3 162,2	
2. Gestion des ressources humaines	2 533,9	2 752,4	–	–	–	–	2 752,4	
3. Services d'appui	7 198,7	7 930,4	(765,5)	–	1 021,3	255,8	8 186,2	
4. Aspects opérationnels de l'informatique et des communications	1 851,4	1 657,3	–	–	–	–	1 657,3	
Total	14 473,8	15 502,3	(765,5)	–	1 021,3	255,8	1,7	15 758,1
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	10 180,4	10 566,1	–	–	3,0	3,0	–	10 569,1
Autres objets de dépense	4 293,4	94,7	(765,5)	–	1 018,3	252,8	–	5 189,0
Total	14 473,8	15 502,3	(765,5)	–	1 021,3	255,8	1,7	15 758,1
Postes, par sous-programme								
1. Planification des programmes, finances et budget		31	–	–	–	–	–	31
2. Gestion des ressources humaines		23	–	–	–	–	–	23
3. Services d'appui		43	–	–	(1)	(1)	(2,3)	42
4. Aspects opérationnels de l'informatique et des communications		12	–	–	–	–	–	12
Total		109	–	–	(1)	(1)	(0,9)	108

Figure 29G.VI

Répartition des ressources proposées pour 2020, par sous-programme

(En millions de dollars des États-Unis)



Sous-programme 1

Planification des programmes, finances et budget

29G.40 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 3 162 200 dollars et ne fait apparaître aucun changement par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 29G.11 et la figure 29G.VII.

Tableau 29G.11

Sous-programme 1 : évolution des ressources financières et des postes

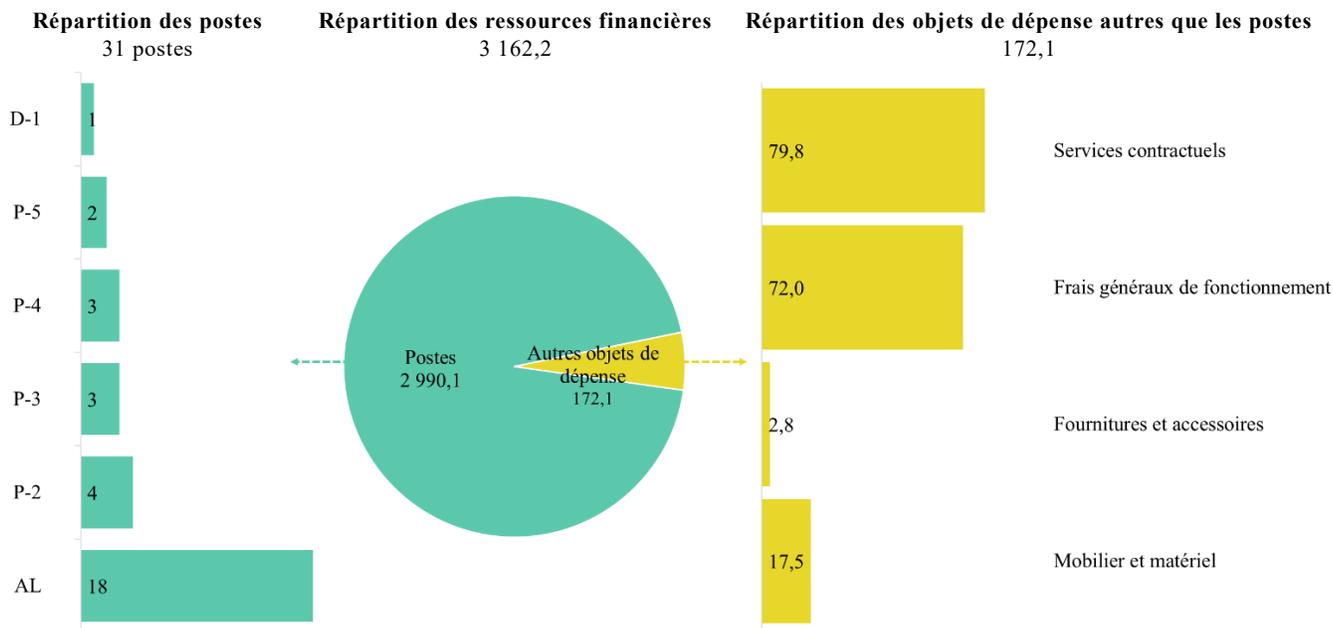
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements				2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats/ mandats élargis	Autres changements	Total	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses							
Postes	2 880,3	2 990,1	–	–	–	–	2 990,1
Autres objets de dépense	9.5	172.1	–	–	–	–	172,1
Total	2 889,8	3 162,2	–	–	–	–	3 162,2
Postes, par catégorie							
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		13	–	–	–	–	13
Agents locaux		18	–	–	–	–	18
Total		31	–	–	–	–	31

Figure 29G.VII

Sous-programme 1 : répartition des ressources proposées pour 2020 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Abréviation : AL = agent(e) local(e).

29G.41 Le sous-programme sera également financé au moyen de ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 4 471 000 dollars (voir tableau 29G.5), qui serviront à régler les dépenses afférentes à 56 postes à l'appui des activités d'élaboration de politiques financières, de réforme de la gestion financière et de liaison et de coordination concernant les audits. L'augmentation prévue par rapport à 2019 (227 000 dollars) s'explique par l'accroissement du volume des transactions financières effectuées pour le compte des principaux clients de l'Office (PNUE et ONU-Habitat) et d'autres entités des Nations Unies dans le cadre de la structure de gouvernance des services communs.

**Sous-programme 2
Gestion des ressources humaines**

29G.42 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 2 752 400 dollars et ne fait apparaître aucun changement par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 29G.12 et la figure 29G.VIII.

Tableau 29G.12

Sous-programme 2 : évolution des ressources financières et des postes

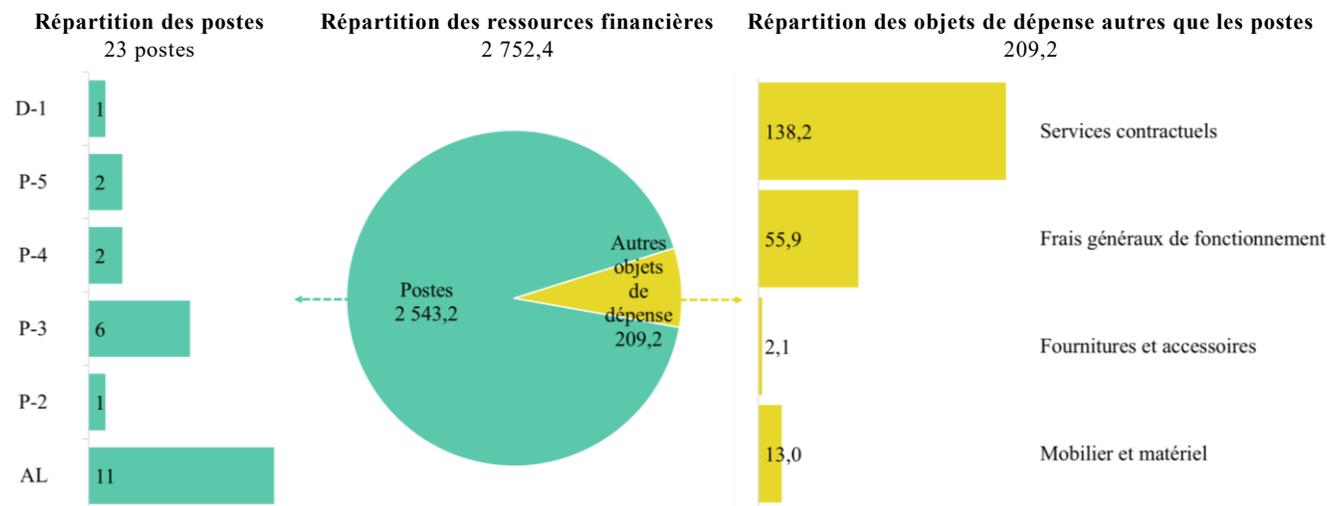
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements				2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats/ mandats élargis	Autres changements	Total Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses							
Postes	2 407,7	2 543,2	–	–	–	–	2 543,2
Autres objets de dépense	126,3	209,2	–	–	–	–	209,2
Total	2 533,9	2 752,4	–	–	–	–	2 752,4
Postes, par catégorie							
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		12	–	–	–	–	12
Agents locaux		11	–	–	–	–	11
Total		23	–	–	–	–	23

Figure 29G. VIII

Sous-programme 2 : répartition des ressources proposées pour 2020 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Abréviation : AL = agent(e) local(e).

29G.43 Le sous-programme sera également financé au moyen de ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 3 794 000 dollars (voir tableau 29G.5), qui serviront à régler les dépenses afférentes à 43 postes à l'appui des activités d'évaluation des besoins de formation et de perfectionnement et de conception et d'exécution des programmes de formation. L'augmentation prévue par rapport à 2019 (186 000 dollars) s'explique par l'accroissement du nombre de services de formation et de services médicaux à fournir aux organismes, fonds et programmes des Nations Unies dans le cadre de la structure de gouvernance des services communs.

Sous-programme 3 Services d'appui

29G.44 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 8 186 200 dollars et fait apparaître une augmentation nette de 255 800 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 29G.13 et dans les figures 29G.IX et 29G.X.

Tableau 29G.13

Sous-programme 3 : évolution des ressources financières et des postes

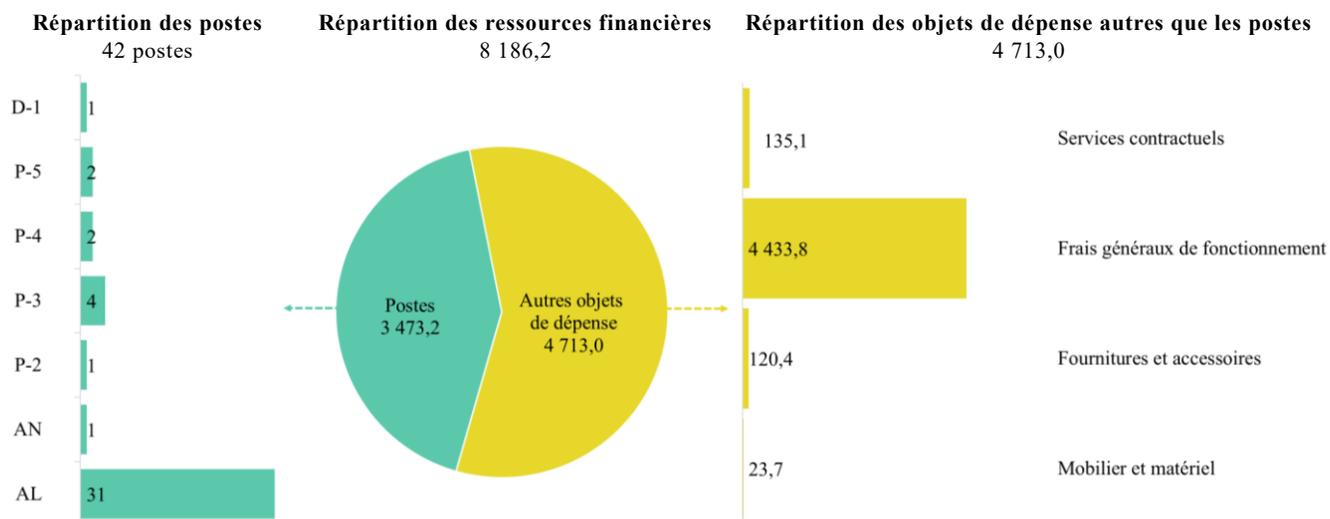
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements				2020 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats/ mandats élargis	Autres changements	Total Pourcentage		
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	3 048,8	3 470,2	–	–	3,0	3,0	0,1	3 473,2
Autres objets de dépense	4 149,9	4 460,2	(765,5)	–	1 018,3	252,8	5,7	4 713,0
Total	7 198,7	7 930,4	(765,5)	–	1 021,3	255,8	3,2	8 186,2
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		10	–	–	–	–	–	10
Administrateurs recrutés sur le plan national		1	–	–	–	–	–	1
Agents locaux		32	–	–	(1)	(1)	(3,1)	31
Total		43	–	–	(1)	(1)	(2,3)	42

Figure 29G.IX

Sous-programme 3 : répartition des ressources proposées pour 2020 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

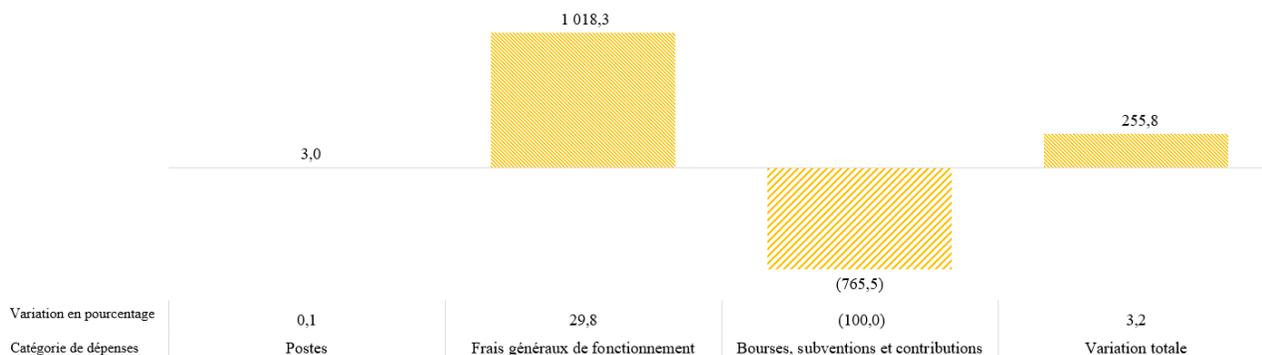


Abréviations : AL = agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national.

Figure 29G.X

Sous-programme 3 : variations concernant les ressources proposées pour 2020 et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)



29G.45 La variation de 255 800 dollars tient à :

- a) **Des ajustements techniques.** La diminution de 765 500 dollars des ressources non affectées à des postes tient au non-renouvellement de crédits prévus pour 2019 au titre de dépenses se rapportant au vaste projet de remplacement des bâtiments A à J à l'Office des Nations Unies à Nairobi, que l'Assemblée générale avait approuvés dans sa résolution 73/279 ;
- b) **Divers changements.** L'augmentation de 3 000 dollars au titre des postes s'explique principalement par :
 - i) le reclassement proposé d'un poste de fonctionnaire chargé(e) des achats de la classe P-3 à la classe P-4. Les services d'achat devant être fournis à l'Office et à ses principaux clients continuent de se diversifier et de se complexifier, notamment du fait des mesures pluriannuelles d'un montant de plusieurs millions de dollars qui vont être prises

concernant les nombreux services et fournitures différents à mettre à la disposition des bureaux du PNUE partout dans le monde, les projets d'infrastructures pour les projets portés par les bureaux d'ONU-Habitat en Iraq et en République arabe syrienne, les projets complexes du bureau de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en Afrique, et surtout en raison du vaste projet de remplacement des bâtiments A à J. Le ou la fonctionnaire ferait office de spécialiste principal des achats et des contrats pour ces projets et serait responsable de la Section des achats en l'absence du ou de la Chef, exerçant pleinement les pouvoirs qu'il ou elle aura reçus, lesquels lui permettront notamment d'approuver les marchés consignés dans Umoja, indépendamment du montant, et de délivrer par écrit des accords dans la limite des pouvoirs du ou de la Chef de section. Le reclassement de ce poste se justifie également par la délégation croissante du pouvoir décisionnel à l'Office et la nécessité de conserver la répartition des responsabilités à différents niveaux de la Section, condition essentielle à la gestion des risques inhérents aux achats ;

- ii) le reclassement proposé d'un poste de spécialiste des voyages de la classe P-2 à la classe P-3 pour renforcer les contrôles concernant les accords de voyage complexes à partir du centre de conférence et mieux aider et conseiller les clients pour ce qui est des directives relatives aux voyages et de l'interprétation du Règlement du personnel. Il est ressorti des derniers audits qu'il importait de dispenser aux clients de bons conseils techniques et pratiques concernant les voyages de façon à respecter les directives de l'Organisation et les dispositions du Statut et du Règlement du personnel sur la question. Étant donné que le ou la titulaire du poste sera en liaison directe avec le personnel des services administratifs et avec des cadres supérieurs ayant un rang supérieur à la classe D-1 dans divers organismes, fonds et programmes des Nations Unies, on a estimé que les fonctions associées à ce poste correspondaient à un poste de classe P-3. En outre, le ou la titulaire aura un degré élevé de responsabilité s'agissant de faire respecter toutes les orientations de l'Organisation concernant les voyages, y compris de veiller à ce que tous les voyages effectués aient le meilleur rapport qualité-prix.
- iii) la suppression proposée d'un poste d'assistant(e) aux achats [agent(e) local(e)], rendue possible par une nouvelle répartition des tâches ;
- iv) l'augmentation de 1 021 300 dollars des ressources non affectées à des postes en raison de la réaffectation des ressources consacrées aux activités d'entretien courant des équipements et des installations de sûreté et de sécurité au titre du chapitre 33 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien), celles-ci ne satisfaisant pas aux critères fixés pour les gros travaux d'entretien dans les Normes comptables internationales pour le secteur public relatives à la gestion des biens ;
- v) la diminution de 3 000 dollars des ressources non affectées à des postes en raison de la baisse des crédits demandés à la rubrique Frais généraux de fonctionnement aux fins du traitement des données et de la bureautique.

29G.46 Le sous-programme sera également financé au moyen de ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 6 933 000 dollars (voir tableau 29G.5), qui serviront à régler les dépenses afférentes à 69 postes à l'appui des services de gestion des stocks et des biens, d'expédition et d'enregistrement, y compris les voyages et la gestion des marchés. L'augmentation prévue par rapport à 2019 (257 000 dollars) s'explique principalement par l'accroissement du nombre de services communs à fournir aux organismes, fonds et programmes des Nations Unies dans le cadre de la structure de gouvernance des services communs.

Sous-programme 4 Aspects opérationnels de l'informatique et des communications

29G.47 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 1 657 300 dollars et ne fait apparaître aucun changement par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 29G.14 et la figure 29G.XI.

Tableau 29G.14

Sous-programme 4 : évolution des ressources financières et des postes

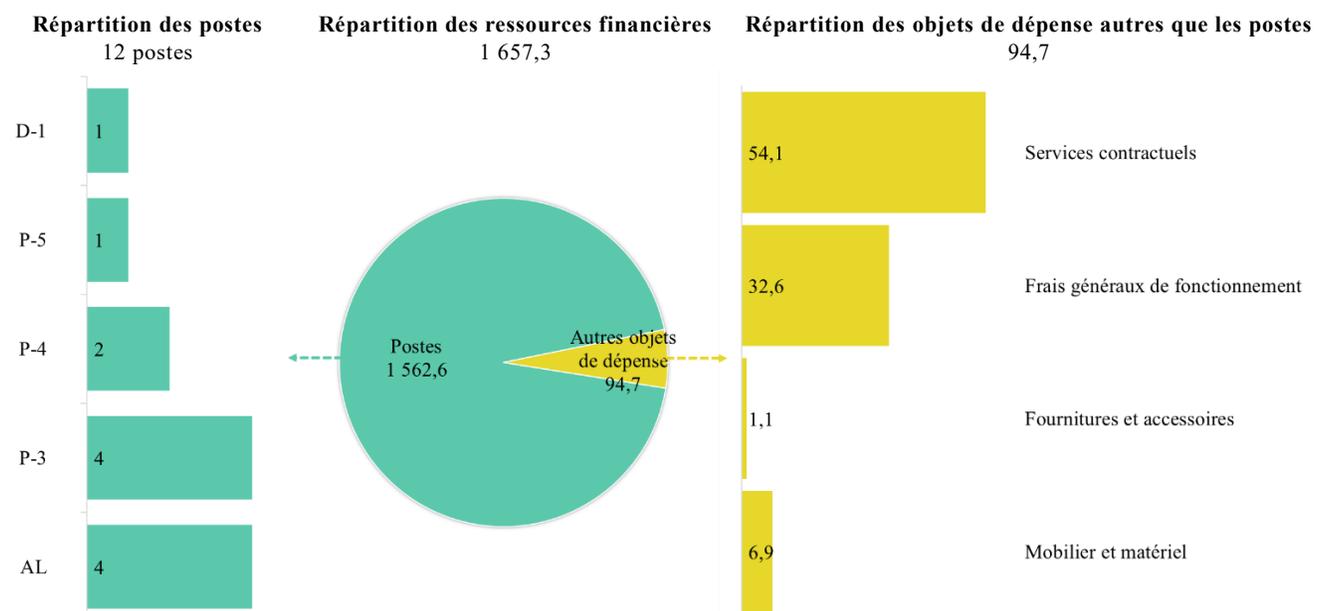
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements				2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats/ mandats élargis	Autres changements	Total Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses							
Postes	1 843,7	1 562,6	–	–	–	–	1 562,6
Autres objets de dépense	7,7	94,7	–	–	–	–	94,7
Total	1 851,4	1 657,3	–	–	–	–	1 657,3
Postes, par catégorie							
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		8	–	–	–	–	8
Agents locaux		4	–	–	–	–	4
Total		12	–	–	–	–	12

Figure 29G.XI

Sous-programme 4 : répartition des ressources proposées pour 2020 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

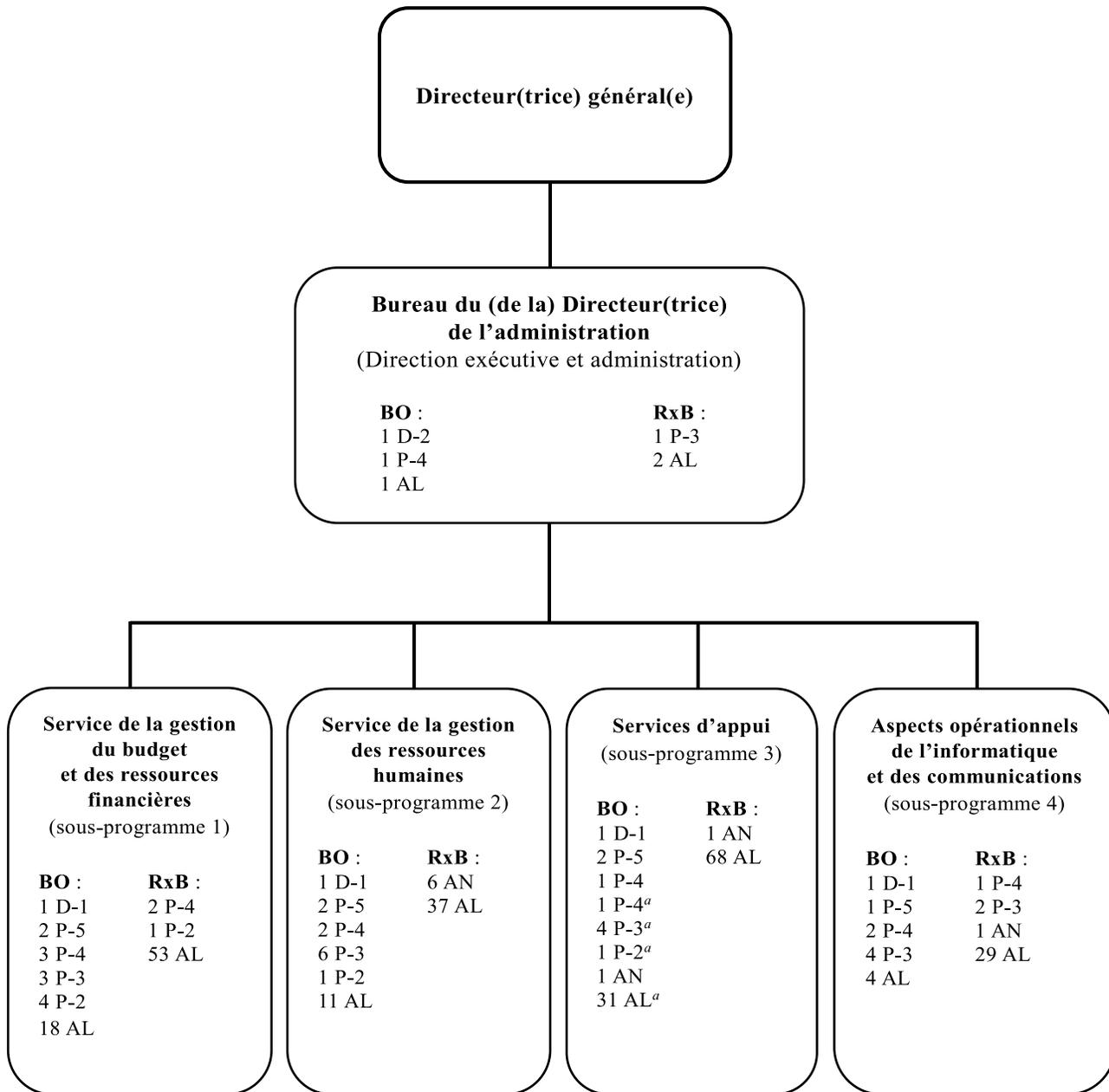


Abréviation : AL = agent(e) local(e).

29G.48 Le sous-programme sera également financé au moyen de ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 5 602 000 dollars (voir tableau 29G.5), qui serviront à régler les dépenses afférentes à 33 postes à l'appui des activités liées aux infrastructures informatiques et aux infrastructures de communication, au développement d'applications, à la gestion de l'information et à la sécurité des bases de données. L'augmentation prévue par rapport à 2019 (203 000 dollars) s'explique par l'élargissement de la base de clients qui utilisent les services informatique et les services de communication dans le cadre de la structure de gouvernance des services communs.

Annexe I

Organigramme et répartition des postes pour 2020



Abréviations : AL = agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; BO = budget ordinaire ; RxB = ressources extrabudgétaires.

^a Tient compte de l'effet net du reclassement de P-3 à P-4 d'un poste de fonctionnaire chargé(e) des achats et de P-2 à P-3 d'un poste de spécialiste des voyages et de la suppression d'un poste d'agent(e) local(e), comme indiqué dans l'annexe II.

Annexe II

Récapitulatif, par composante et sous-programme, des changements qu'il est proposé d'apporter aux postes permanents et aux postes temporaires

	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
Sous-programme 3 Services d'appui	(1)	AL	Suppression d'un poste d'assistant(e) aux achats	Rendue possible par une nouvelle répartition des tâches
		P-4	Reclassement d'un poste de fonctionnaire chargé(e) des achats de la classe P-3 à la classe P-4	Au vu du plus grand volume de services d'achat, également plus complexes, à fournir à l'Office des Nations Unies à Nairobi et ses principaux clients et de la délégation croissante de pouvoirs à l'Office
		P-3	Reclassement d'un poste de spécialiste des voyages de la classe P-2 à la classe P-3	Pour mieux aider et conseiller les clients concernant les directives de l'Organisation relatives aux voyages et les dispositions du Règlement du personnel sur la question
Total	(1)			

Abréviation : AL = agent(e) local(e).